ON S'ABONNE :
A Cahors, bureau du Journal,
chez A. LAYTOU, imprimeur,
ou en lui adressant franco un mandat
sur la poste.

PRIX DE L'ABONNEMENT :
LOT, AVEYRON, CANTAL,
CORRÈZE, DORDOGNE, LOT-ET-GARONNE,
TARN-ET-GARONNE :

Un an..... 46 fr.
Six mois..... 25 fr.
Trois mois..... 9 fr.

AUTRES DÉPARTEMENTS :
Un an, 20 fr.; Six mois, 14 fr.
L'abonnement part du 1er ou du 16

JOURNAL DU LOT

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, AGRICOLE ET COMMERCIAL

PARAISANT LES MERCREDI ET SAMEDI

PRIX DES INSERTIONS
ANNONCES,
25 centimes la ligne,
RÉCLAMES,
30 centimes la ligne.

Les Annonces et Avis sont reçus
à Cahors, au bureau du Journal,
rue de la Mairie, 6, et se paient
d'avance.

Les Lettres ou paquets non
affranchis sont rigoureusement re-
fusés.

Cahors, imp. de A. LAYTOU rue de
la Mairie, 6.

CALENDRIER DU LOT.

Table with columns: DATE, JOURS, FÊTE, FOIRES, LUNAISONS. Rows include dates from 27 to 30 October with corresponding events and moon phases.

AVIS IMPORTANT

L'abonné pour un an au Journal du Lot a
droit à une insertion de 30 lignes d'annonces ou
15 lignes de réclames. — Pour six mois, de 12
lignes d'annonces ou 7 de réclames.

Les abonnements et les annonces sont reçus à Paris,
à l'Agence centrale de publicité des Journaux des dé-
partements, rue du Bac, 93. — Norbert-Estibal, place
de la Bourse, 12. — Laffite-Havas, 8, place de la Bourse.

L'abonnement se paie d'avance.

SERVICE DES POSTES.

Table with columns: DERN. LEVÉE DE BOÎTE, DÉSIGNATION DES COURRIERS, DISTRIBUTION. Lists delivery times for various locations like Paris, Bordeaux, Toulouse, etc.

L'acceptation du 1er numéro qui suit un abonnement fini est considérée comme un réabonnement. Avis de renvoyer ce numéro, quand on voudra se désabonner.

Cahors, 23 octobre 1861.

Les nouvelles politiques sont rares; toute
l'attention est en ce moment absorbée par le
couronnement du roi de Prusse. Nous avons
précédemment annoncé que le duc de Magenta
représentait la France en qualité d'ambassadeur
extraordinaire. Depuis son arrivée sur le sol
prussien, l'illustre maréchal a été l'objet de la
vive sympathie, non-seulement des populations
désireuses de saluer dans notre envoyé une de
nos plus brillantes gloires militaires, mais encore
de tous les ambassadeurs des cours d'Europe; le
roi et la reine de Prusse ont particulièrement fait
au duc de Magenta un accueil des plus gracieux,
voulant ainsi honorer, dans le maréchal, l'Empe-
reur, dont il était le représentant. Nous emprun-
tons au Moniteur les détails suivants d'une
soirée donnée au palais de Königsberg, et pen-
dant laquelle le maréchal a reçu les démonstra-
tions les plus flatteuses.

Un incident de cette soirée mérite, d'être par-
ticulièrement signalé. S. A. I. le grand duc Nicolas,
frère de l'empereur de Russie, qu'il représente ici
comme ambassadeur extraordinaire, s'est spontanément
approché du maréchal de Mac-Mahon, et s'est
longuement entretenu avec lui, dans un langage qui
ne pouvait que flatter vivement son patriotisme et son
dévouement à l'Empereur.

Cet empressement bienveillant du prince était d'au-
tant plus remarquable, que l'ambassadeur de France
n'avait pas fait de visite et ne s'était pas encore fait
présenter à Son Altesse impériale. Le grand-duc était
accompagné par le général Souwarow. Quelques
instants après, l'archiduc d'Autriche, frère de l'em-
pereur, envoyé au même titre à Königsberg, est venu
également dans de semblables conditions se mettre en
relations avec le maréchal et lui exprimer les mêmes
sentiments. Cette courtoise démarche des frères de
deux grands souverains n'a-t-elle pas une haute
signification ?

Dans la soirée, le roi et la reine successivement
ont causé longtemps avec le maréchal de Mac-Mahon.
Le roi a encore parlé de Compiègne, de la France et
de l'Empereur, en termes qui ne pouvaient qu'inspirer
à l'ambassadeur de Sa Majesté une respectueuse re-
connaissance.

La reine, après avoir exprimé, comme le roi, ses
sentiments personnels pour le maréchal, lui a parlé
en détail des embellissements de Paris, et, avec un
goût rare, des arts en France. Leurs Majestés ont
ensuite adressé la parole à tous les membres de l'am-
bassade française, en trouvant des mots aimables et
intéressants pour chacun d'eux.

On craint encore à Naples une nouvelle tenta-
tive de l'insurrection bourbonnienne. La police
aurait saisi une charrette remplies d'armes et de
munitions. Le général Borgès, s'il faut en croire
des correspondances particulières, serait loin
d'être un mythe. C'est ce que semblent dire les
lignes suivantes, extraites de la Gazette du
Midi :

« Borgès, a surpris et taillé en pièces la brigade
piémontaise d'Aqui. Cette victoire a eu lieu près
de la Sila de Cosenza, et a coûté la vie au général
piémontais Della-Rocca. »

Mais ni le télégraphe, ni aucun organe officiel
n'ont confirmé cette victoire du général.

La situation de la Pologne est toujours la
même. Les populations s'assemblent en masses
devant les églises, fermées par ordre des auto-
rités, et y restent en prières. Les arrestations
continuent sans relâche. L'état de siège est pro-
clamé, entraînant avec lui toutes les mesures de
rigueur ordinaires. En présence d'un tel état de
choses, le conseil d'État de Pologne a résolu de
suspendre ses séances.

Une profonde agitation remue également la
Hongrie. Un journal anglais vient de publier une
lettre de Kossuth. Nous y remarquons le pas-
sage suivant qui nous paraît être comme l'ex-
pression des espérances et des projets des par-
tisans de l'indépendance hongroise et italienne :

« Pourquoi ne pas commencer par Venise? Ajour-
d'hui la coopération de la Hongrie est certaine.
» Qui peut dire qu'il en sera de même dans six mois,
» et si dum Roma deliberat, Saguntum perit, si la
» Hongrie est perdue dans l'intervalle, les forces que
» l'on pourra tirer de Naples compenseront-elles la
» coopération perdue de la Hongrie? Naples et Rome
» ne donneront pas Venise à l'Italie, si la Hongrie

est perdue; mais deux batailles, simultanément
gagnées sur le Pô et le Danube, résoudraient d'un
seul coup la question de Venise et celles de Naples
et de Rome. »

Toutes les espérances qu'avait fait naître l'a-
venement du nouveau sultan se sont décidément
évanouies. La Turquie est lourdement retombée
dans l'ornière. Le désordre, l'anarchie, la dilapi-
dation des deniers publics sont à l'ordre du jour.
L'énergie et le dévouement pouvaient seuls
sauver ce malheureux pays. Ce sont choses,
paraît-il, impossibles à trouver dans l'empire ot-
toman.

JULES C. DU VERGER.

Dépêches télégraphiques.

(Agence Havas.)

Londres, 21 octobre.
Le froment anglais a haussé de un à deux shell ainsi
que le froment étranger. L'orge est demandé. Les avoines
anciennes ont haussé et les nouvelles étaient en baisse.
La farine américaine a haussé à un shell.
A New-York, le 9, le change était à 107.

Cracovie, 21 octobre.
Les communications avec Varsovie sont devenues très dif-
ficiles. Les dernières nouvelles du 19, portent que les églises
catholiques et les temples protestants sont toujours
fermés; le peuple prie dans les rues devant les portes des
églises. Les arrestations continuent; parmi les arrêtés, on
cite le fils du comte André Zamoyski et d'autres notabil-
ités. Le banquier Henri Trepitz vient d'être emprisonné.
500 commerçants ont reçu l'injonction de payer l'amende
de cent roubles chacun pour la fermeture de leurs maga-
sins dans la journée du 15.
Le gouverneur militaire général Gerstenzweig est tombé
dangereusement malade.

Dantzig, 20 octobre.
LL. MM. le Roi et la Reine sont arrivés ce soir à 6
heures à Dantzig. Ils ont été reçus par les autorités civiles
et militaires. La ville est illuminée, et il y règne un grand
enthousiasme. Il y a grand dîner ce soir à l'Artushof.

Turin, 20 octobre.
Naples. — Il Nazionale signale des indices d'une pro-
chaine tentative bourbonnienne. Une charrette remplie
d'armes a été saisie. On fait de grands préparatifs pour
la célébration de l'anniversaire du plébiscite.

Turin, 20 octobre.
Messine. — Plusieurs naufrages ont eu lieu sur la côte
orientale jusqu'au cap Passaro; on a à déplorer la perte de
navires et d'équipages. Une dépêche de Burgos annonce
la perte de deux pyroscaphes de la compagnie franco-serbe
Bourdon et Papin, près Sisipolis et Burgos.

réponse qui ne satisfaisait point la curiosité, car il régnait
à Ternoure un air de mystère fort suspect. La marquise
y était arrivée à l'improviste et presque furtivement,
un soir d'automne, sans que le château eût été réparé
ni approprié; elle n'en habitait qu'une aile, la moins
belle et la moins spacieuse; elle vivait dans une re-
traite absolue; l'abbé, dans ses promenades, ne fran-
chissait jamais les limites du parc, et les domestiques
eux-mêmes évitaient toutes relations avec le dehors.

Bien plus : une femme d'un village voisin, passant
à la brune à proximité d'une des tours du château,
avait aperçu, disait-elle, à une fenêtre grillée, une tête
horrible à voir : des cheveux noirs en désordre, une
figure pâle et creuse avec des yeux étincelants. Etait-
ce une réalité ou une vision? Depuis, les paysans
avaient évité ce chemin-là, et si quelques-uns, plus har-
dis ou plus curieux, s'y étaient aventurés de temps à
autre, jamais ils n'avaient pu vérifier le fait; un voile
impénétrable couvrait les mystères de Ternoure.

Essayons de le soulever, et, à cette fin, suivons la
marquise dans une des allées du parc.

Elle marche vite; son regard semble chercher quel-
qu'un; sa physionomie trahit la lutte de deux senti-
ments contraires. A tout moment, elle entr'ouvre la
main pour jeter un coup d'œil furtif sur un objet
qu'elle y tient renfermé et qui paraît être la cause de
son émotion. Elle porte une robe noire ample et lourde;
pas un bijou, pas une dentelle, mise austère qui
cadre avec la tristesse de son front et la majesté de sa
taille.

L'abbé Augustin, qui se promène lentement, l'air
pensif, presse le pas dès qu'il la voit venir, et va s'as-

Naples, 21 octobre.
Plusieurs conspirateurs bourbonniens ont été arrêtés.
Parmi eux se trouve le prince d'Attajano. Malgré les bruits
qui courent sur une prochaine tentative des réactionnaires,
la ville est parfaitement tranquille. M. Miglietti, ministre
de la justice, accompagnera le général de Lamarmora à
Naples.

A Rieti, quatre bersagliers entrés par erreur sur le ter-
ritoire pontifical, ont été faits prisonniers et conduits à
Viterbe.

L'emprunt italien est à 69 60.

Paris, 22 octobre 1861.
Décret ordonnant de procéder à l'établissement de routes
agricoles dans la Sologne.

DE LA CIRCULAIRE DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

Le Moniteur publie une importante circulaire
de M. le ministre de l'intérieur. Elle concerne
les sociétés de bienfaisance et nommément les
sociétés Saint-Vincent-de-Paul, Saint-François-
Régis, Saint-François-de-Sales, et la franc-ma-
çonnerie. Toutes ces sociétés reçoivent de grands
éloges, et M. le ministre engage MM. les préfets
à autoriser toutes les conférences et loges qui
pourront exister ou pourront s'établir. Mais leur
représentation centrale, si elles désirent en avoir
une, est placée sous la dépendance du gouverne-
ment.

(Temps.)

La mesure prise par M. le comte de Persigny
provoque le désordre et l'agitation que pourraient
provoquer des associations non autorisées. Elle
est un acte de sage et vigoureuse administration
auquel la France applaudira. Quelques feuilles
crieront peut-être à l'intolérance; le bon sens
public ne se laissera pas ému par ces clameurs
prévues. Il saura gré à M. le Ministre de l'inté-
rieur d'exiger de tous le respect de la loi et de
laisser le bien libre, en prévenant ou en frappant
l'abus. T. GRENIER. (Constitutionnel.)

Tous ceux qui aiment la charité pour elle-
même applaudiront à la circulaire qu'on vient
de lire. Depuis longtemps, depuis trop long-
temps, des institutions de bienfaisance, qui ne
doivent être entourées que de respect et de
sympathie, étaient devenues l'objet de discus-
sions violentes, et, pour parler le langage reli-

seoir à côté d'elle sur un bane, au fond d'un bosquet
d'orangers et de lauriers-roses. Quel contraste ! Un
ciel d'une splendeur éblouissante; un air tiède, em-
baumé; partout des fleurs et une luxuriante végétation;
et, au milieu de cette nature en fête, ces deux person-
nes soucieuses, qui ne semblent ni jouir ni même s'a-
percevoir du printemps !

« Je vous cherchais. M. l'abbé, dit la marquise;
comment trouvez-vous mon fils, ce matin ?

— Vous l'avez vu, madame; vous avez pu juger
vous-même s'il y a du mieux.

— Hélas ! aucun; mais êtes-vous bien sûr d'avoir
essayé de tous les remèdes ?

— J'ai fait ce que peut un médecin; à Dieu d'o-
pérer la guérison.

— Oui, son secours nous reste quand la science
humaine est en défaut. Aussi ai-je la confiance que
c'est lui-même qui m'inspire : M. l'abbé, il est un
auxiliaire que nous n'avons pas encore appelé à notre
aide.

— Lequel ?

— L'amour. Dites, si nous ravivons en notre ma-
lade le souvenir d'une personne aimée ?

— Lui connaissez-vous une inclination ?

Pour toute réponse, la marquise présenta à l'abbé
un médaillon renfermant un portrait de jeune fille.

« M^{lle} Norvil ! s'écria-t-il avec surprise.

— Vous la connaissez donc ?

— Je l'ai vue quelquefois pendant mon séjour à
Paris avec René; mais j'ignorais qu'il fût épris d'elle.

— Où la rencontrait-il ?

— Chez... M^{me} de Sombrelle, » répondit l'abbé

FEUILLETON DU JOURNAL DU LOT
du 23 octobre 1861.

UN ACCIDENT DE CHASSE (*)

CHAPITRE I.

TERNOURE ET SES HABITANTS.

A une dizaine de lieues de Montpellier, dans une
contrée charmante couverte de mûriers, d'oliviers, de
prairies d'un vert d'émeraude, s'élève, sombre et im-
posant, l'antique manoir de Ternoure. Longtemps dé-
sert, il se rouvrait, il y a une quarantaine d'années,
pour recevoir la marquise, sa propriétaire, qui ne l'a-
vait pas visité une seule fois depuis quinze ans qu'elle
était veuve. Bretonne de naissance et de cœur, elle
vivait dans une terre du Morbihan; aussi son arrivée
à Ternoure produisit-elle une grande surprise. On
sut bientôt que ce changement de résidence était dû à
des motifs de santé, les médecins lui ayant conseillé
un climat plus doux que celui de la Bretagne.

Cependant, à son extérieur, personne ne l'aurait
crue souffrante. Belle encore à quarante-cinq ans,
d'une taille élevée, d'une physionomie sévère et de
manières froides et dignes, elle réunissait tous les in-
dices de la santé comme de l'énergie morale. Non,
elle ne devait pas être malade, cette femme qui mar-
chait si droite et d'un pas si ferme, la tête altière et
le regard dominateur; elle était plutôt profondément
triste. Sa fierté, c'était celle du malheur qui craint
d'être deviné et qui se fait un visage serein pour ne

pas se trahir. Se promenait-elle seule, dans son im-
mense parc, son front s'inclinait sous le poids d'un
mystérieux chagrin; et quand elle passait de longues
heures agenouillée dans la chapelle, la ferveur de sa
prière avait quelque chose d'anxieux et de désolé. Qui
l'eût surprise dans ces moments-là aurait senti qu'elle
implorait de Dieu la fin de quelque grande douleur.

Elle n'avait auprès d'elle que deux vieux domesti-
ques, une femme de chambre et l'abbé Augustin,
ancien précepteur de son fils. L'abbé Augustin était
de bonne et vieille noblesse; mais, à la révolution, il
avait quitté ses noms et ses titres pour ne pas être in-
quiété, et, la tourmente finie, il avait jugé inutile de
les reprendre. Outre la théologie, il avait étudié plu-
sieurs sciences, et particulièrement la médecine,
n'ayant jamais eu le dessein d'occuper des fonctions
sacerdotales et n'ayant cherché dans les ordres qu'une
sorte de refuge contre le monde et un moyen de con-
tenter ses goûts sédentaires. Intime ami de la famille
de Ternoure, il s'était chargé de l'instruction du jeune
René autant par affection pour lui que par amour de
l'enseignement. Grâce à ses connaissances variées, à
l'autorité du caractère ecclésiastique, à la bonté de
son cœur et à la sagesse de son esprit, il était devenu
le guide intellectuel, le médecin du corps et de l'âme
de son élève, l'ami et le conseiller de la marquise
après la mort prématurée du marquis.

A l'époque où commence notre récit, René pouvait
avoir vingt-deux ans. Mais où était-il ? que faisait-il ?
Pourquoi, depuis six mois que sa mère était au châ-
teau, ne l'y avait-on jamais vu ? « M. le marquis
voyage, » disaient les domestiques aux indiscrets :

(*) La reproduction est interdite.

gieux, des pierres d'achoppement et de scandale. Les choses avaient été poussées si loin de part et d'autre, l'attaque et la défense avaient pris de telles proportions, que le devoir du gouvernement était tout tracé et que son intervention seule pouvait rétablir l'ordre, en enlevant leur principal argument aux adversaires de certaines associations de bienfaisance, et en restituant à ces associations leur vrai caractère.

Un gouvernement faible aurait laissé libre carrière à la politique pour s'emparer des institutions charitables, et il n'eût pas osé toucher au dangereux monopole qu'on exerçait sur la plus vaste échelle et sous l'invocation du plus aimé et du plus populaire de nos saints. Dominé par l'esprit contraire, avec l'abus il eût condamné l'usage de la charité, et pour atteindre la corde il eût supprimé les bons de pain.

Le gouvernement impérial n'a penché que du côté de la justice, et, avec une profonde sollicitude pour le noble exercice de la charité, il n'a songé à faire rentrer dans les conditions de la loi les associations de bienfaisance que pour les délivrer de l'esprit politique qui s'imposait à elles chaque jour de plus en plus et qui est leur plus mortel ennemi.

Cette importante mesure, développée avec une rare modération et un irréfutable bon sens dans la circulaire de M. le comte de Persigny, est un acte de haute sagesse. Le nombre immense des honnêtes gens désintéressés qui veulent faire le bien pour le bien, et qui n'ont pas besoin pour cela d'attendre le mot d'ordre de comités provinciaux ou d'un comité directeur siégeant à Paris, comprendront, nous n'en doutons pas, le service que vient de leur rendre le gouvernement impérial. Il leur laisse, en effet, toute leur liberté d'action vis-à-vis des pauvres; il ne les débarrasse que de la possibilité d'être trompés par d'habiles intrigues et d'être enrôlés sous un drapeau qu'ils ne connaissent même pas.

Paulin LIMAYRAC. (Pays.)

On lit dans la Patrie :

Un rapport adressé par M. le ministre de l'intérieur à S. M. l'Impératrice, sur les opérations des Sociétés de charité maternelle pendant l'année 1860, paraît aujourd'hui très opportunément au *Moniteur* pour répondre aux susceptibilités, aux alarmes des gens ombrageux qui redoutent l'intervention de l'état dans les œuvres de bienfaisance. Il semblerait, à les entendre, que la main de l'état paralyse tout ce qu'elle touche; si ces préventions ont quelque sincérité, elles seront à coup sûr dissipées par les faits et les chiffres que M. le comte de Persigny met sous les yeux du public.

Voilà une association née d'hier qui, grâce au patronage non pas nominal, il est vrai, mais agissant et réel d'une souveraine qui nous rend visible sur la terre l'image de la charité, grâce à la coopération dévouée de M. le ministre de l'intérieur, a jeté de saines et profondes racines en France. Dans une seule année, 11, 951 familles ont été secourues; et la source des bonnes œuvres va grossissant.

« Le fonds de réserve présente les résultats les plus satisfaisants, puisque, après une augmentation de 6,000 fr., constatée en 1859, il

avec hésitation; et, à ce nom, un léger frisson court dans les veines de la marquise.

« C'est bien cela, dit-elle, réprimant son émotion; dans une lettre signée Gabrielle, que j'ai trouvée jointe à ce portrait, M^{lle} Norvil parle de son amie Emilie. La baronne s'appelle ainsi, je crois? Cependant une chose m'étonne: est-il bien possible qu'elle favorisât les amours de ces jeunes gens?

— Pourquoi donc pas?
— On se disait à l'oreille, dans notre monde, qu'elle aurait préféré la main du marquis de Ternouze à celle de M. de Sombrelle. On ajoutait même que, bien que femme du baron, elle avait peine à dissimuler son extrême bienveillance pour mon fils.

— Calomnie peut-être! Mais revenons à notre sujet. C'est d'aujourd'hui, madame, que vous avez découvert l'amour du marquis pour cette jeune fille?

— Oui, voici comment: le triste état de mon pauvre René m'a déterminée à un acte qui serait en toute autre circonstance une indélicatesse et une trahison. Moi, Hélène de Kerbon, marquise de Ternouze, j'ai fouillé dans les papiers de mon fils, j'ai parcouru sa correspondance, j'ai surpris ses secrets! Je craignais que, par suite de son déplorable accident, ne fût restée en souffrance quelque affaire intéressant notre honneur; en un mot, je voulais m'assurer s'il n'avait point de dettes. Je n'ai rien découvert de semblable; mais une petite boîte cachée dans un coin de sa cassette renfermait ce médaillon, avec une lettre, une seule, que j'ai supposée tout de suite être de l'original du portrait. Lisez-là, mon ami; elle reflète de bien nobles sentiments. »

s'est encore accru de 18,000 fr., laissant ainsi près de 140,000 fr. à la disposition de l'œuvre pour les premiers besoins de 1861.

« Après cet heureux résultat, je dois en placer un autre dont on peut également se féliciter: c'est l'augmentation de la moyenne générale des secours accordés. Elle s'est élevée de 2 fr. 76 c.; de 36 fr. 68 c. à 39 fr. 44c.

« En somme, les résultats généraux de 1860 ne sont pas moins favorables que ceux des années précédentes.

On écrit de Paris à l'Indépendance belge, sous la date du 18 octobre :

« Des bruits de modifications ministérielles se sont reproduits dans ces derniers temps avec une certaine persistance.

« Les correspondants visent naturellement dans leurs conjectures, les hommes éminents, et les partis favorisent les hypothèses qui agitent l'opinion. A ce titre, le nom de M. de Persigny est un de ceux dont ces correspondances ont le plus abusé.

« Cet homme d'Etat est si avant, d'ailleurs, dans la confiance incontestée du souverain, qu'on peut impunément annoncer sa retraite sans que son influence ou son importance en soient affaiblies, qu'il reste au pouvoir ou qu'il le résigne. Je suis donc à mon aise pour vous assurer qu'il n'y a rien, absolument rien de fondé dans les rumeurs qui se sont produites. Ceux qui les ont prises au sérieux ignorent le véritable état de choses.

« Je puis vous affirmer non-seulement que le comte de Persigny est mieux assis que jamais dans le fauteuil du ministère de l'intérieur, mais qu'il y personnifie en quelque sorte toujours les grandes questions qu'il a mission de résoudre. Du reste, la circulaire signée de son nom, qui a paru ce matin au *Moniteur*, est un de ces actes qui démentent assez carrément par eux-mêmes toutes les rumeurs que vous avez déjà désavouées d'office contre la prétendue retraite de M. de Persigny.

« D'autres rumeurs très-accréditées ont prétendu que plusieurs personnages de l'Empire allaient être revêtus du titre de ducs, et qu'on devait leur donner le nom de leur maison de campagne.

« Je ne sais si l'Empereur se propose de créer d'autres ducs que ceux de Malakoff et de Magenta, et, pour ma part, j'en doute; mais en tout cas, l'idée de donner le nom de maisons particulières de campagne à ces prétendus duchés est par trop ridicule pour qu'on puisse croire qu'il en ait jamais été question. Une invention de ce genre ne mérite d'être considérée que comme une plaisanterie.

Pour extrait : A. LAYTOU.

Le roi des Pays-Bas a quitté Paris, pour retourner dans ses États. Sa Majesté s'est arrêtée au palais de Compiègne pour faire sa visite d'adieu à l'Empereur et à l'Impératrice, dont Elle a pris définitivement congé après le déjeuner. Les dispositions qui avaient été ordonnées par l'Empereur pour l'arrivée du Roi ont encore été suivies en cette circonstance. Les cent gardes bordaient la haie dans l'escalier d'honneur. Le

C'était une réponse à une lettre de René, où le jeune marquis s'était plaint, sans doute, de ne plus rencontrer Gabrielle; car elle le conjurait de renoncer à la voir, la différence de leurs rangs établissant entre eux une barrière infranchissable.

« Vous n'obtiendriez pas, lui disait-elle, le consentement de votre mère à un mariage avec une fille sans naissance, et vous êtes trop bon fils pour vous en passer jamais... Abandonnez ce rêve trop beau que j'ai eu la faiblesse de partager avant qu'Emilie m'eût ouvert les yeux sur la distance qui nous sépare... Oubliez la pauvre Gabrielle, et cherchez une femme parmi les demoiselles de votre condition... Vous n'entendez plus parler de moi; les malheurs de ma famille vont m'éloigner de Paris; pardonnez-moi de vous cacher où je vais vivre. Il m'en coûte de vous affliger par un air de défiance; mais, sans la certitude que vous ignorez ma retraite, je n'aurais peut-être pas la force d'arracher entièrement de mon cœur des espérances chimériques, et je vous sais incapable de m'en vouloir d'avoir songé à mon repos... »

Le ton douloureux et résigné de ces lignes émut vivement l'abbé.

« Pauvre enfant! murmura-t-il avec un soupir.

— Eh bien, demanda la marquise, qui n'avait de pensées que pour son fils; si nous lui montrions ce portrait, le reconnaîtrait-il, croyez-vous?

— C'est fort possible.

— Et cette jolie figure exercerait sur son moral une influence salutaire? Les souvenirs qu'elle réveillerait.

— Produiraient sans nul doute une commotion; mais j'ignore si elle serait favorable ou dangereuse;

bataillon des zouaves de la garde était rangé en bataille dans la cour du Palais, où un fort piquet fourni par le régiment des guides attendait S. M. pour l'escorter. L'impératrice ne s'est séparée du Roi qu'au bas du grand escalier, et l'Empereur a voulu le reconduire jusqu'à la gare du chemin de fer.

Le train s'est mis en marche à midi trente minutes et a dû arriver à Erquelines (frontière belge, à trois heures quarante minutes.

Là attendait le train royal de Belgique, et Sa Majesté a dû arriver à six heures trente minutes à Liège, où s'était rendu déjà le Roi des Belges.

Le roi des Pays-Bas sera reçu sur le territoire belge avec tous les honneurs de son rang.

(Moniteur)

L'Eglise et la société chrétienne en 1861, par M. Guizot, vient de paraître chez Michel Lévy. Quelques journaux en ont déjà publié des extraits qui leur ont été communiqués. Dans un chapitre que nous trouvons dans *L'Ami de la Religion*, l'ancien ministre de Louis-Philippe rejette l'unité de l'Italie et se prononce pour une confédération. Il s'attache à prouver que ce régime serait en Italie également propice à l'indépendance nationale et à la liberté. La confédération, dit-il ensuite, aurait encore le précieux mérite de supprimer la question de Rome; car, quand même la France retirerait de Rome ses troupes, que le Piémont s'y établirait, que le Parlement de Turin s'y transporterait, il ne faudrait pas croire que la question romaine serait vidée: elle éclaterait, au contraire, dans toute sa gravité, parce qu'on verrait alors le siège même de la papauté envahi, le pape fugitif et l'Eglise catholique ébranlée dans ses fondements.

On reconnaît à cette dernière opinion de M. Guizot qu'il n'admet nullement la possibilité d'une transaction entre le royaume d'Italie et le Saint-Siège, possibilité que, d'ailleurs, les partisans de l'unitarisme n'ont jamais cherché sérieusement à démontrer, probablement parce qu'ils ne la voyaient pas eux-mêmes.

(Courrier de la Gironde.) J. Comet.

DES SOCIÉTÉS ORPHÉONIQUES.

I.
Le goût des arts est moralisateur: on l'a souvent répété, et c'est avec raison. Mais peut-être que, de tous les arts, le plus sympathique aux hommes, le plus fécond en artifices secrets pour enchaîner les masses et électriser les âmes, est l'art musical. C'est ce qui explique les institutions nombreuses qui sont établies partout pour en répandre les principes et en cultiver la pratique.

Cependant, après avoir rendu sincèrement hommage à tous les efforts tentés, depuis quelques années, par les autorités administratives, afin de rendre l'art musical accessible à toutes les classes de la société et obtenir ainsi la réalisation d'un vœu généralement exprimé, on doit convenir que le succès n'a pas été aussi complet qu'il eût été désirable. C'est qu'il ne faut pas se dissimuler qu'un résultat promptement acquis en musique, — nous parlons de la musique au point de vue populaire, — ne saurait être jamais que la conséquence d'un système d'enseignement progressif et simultanément exercé sur la théorie et sur la pratique chorale. La pratique d'une société chorale est comme la consécration des principes reçus dans les écoles primaires; elle est le

car à côté de l'image de M^{lle} Norvil pourraient bien se placer celles de la baronne de Sombrelle et de son mari.

— Oh! vous me faites trembler: si nous allions provoquer une crise funeste!

— Essayons toujours; la crise ne serait que passagère, et qui nous répond qu'elle ne déterminerait pas un changement heureux?

— Alors, venez-vite; j'ai hâte de tenter l'expérience.

— Et après?

— Si elle réussit, voulez-vous dire?

— Oui, que ferons-nous?

— Nous verrons; le Ciel nous aidera. Tâchons d'abord de tirer le marquis de sa torpeur.

L'abbé allait encore élever une objection; mais il sentit que le moment n'était pas opportun, que la marquise n'écouterait rien. Déjà elle se dirigeait vers le château, et si vite, que les pauvres vieilles jambes de son ami avaient peine à la suivre.

C'est que M^{me} de Ternouze était mère avant tout; on pourrait même dire qu'elle l'était exclusivement. Elle n'avait eu dans sa vie qu'une seule, une immense passion: l'amour maternel. Elle avait fait un mariage de convenance et porté ensuite à son mari une affection sincère, mais fort calme. Les facultés ardentes de son âme ne s'étaient éveillées qu'à la voix de son enfant; elle avait concentré sur lui ces inépuisables trésors d'amour que les autres femmes partagent entre plusieurs êtres chers à divers titres. René remplissait seul tout le cœur de sa mère; son bonheur était l'unique préoccupation de la vie d'Hélène; elle l'idolâtrait, elle s'enorgueillissait de lui, elle ne respirait

qu'un développement et au perfectionnement des aptitudes exceptionnelles.

Or, l'organisation des anciennes sociétés musicales, dont le but premier était quelquefois un cours d'esthétique de l'art, le plus souvent la satisfaction d'un intérêt de vanité mondaine, n'avait qu'un attrait purement relatif, un caractère étroit, conséquemment une existence éphémère; tandis que, de nos jours, où l'art musical n'est plus seulement l'apanage des classes privilégiées, l'organisation d'une société pareille, vouée aussi au culte du beau, réglementée sagement, et dont l'union de ses membres serait largement cimentée par une communauté d'intérêts réciproques, pourrait jeter des racines profondes et fournir les gages d'une durée réelle. Aussi, l'esprit public cherche-t-il, d'un œil d'autant plus investigateur que le désappointement a été grand, les moyens propres à donner en France, à l'exemple de l'Allemagne, une impulsion énergique à l'enseignement choral.

Un moyen efficace est l'établissement, au sein des villes, d'un Orphéon.

Une société orphéonique n'est point, comme pourraient le penser certains gens du monde, un frivole amusement destiné à défrayer les loisirs d'une personne oisive; ce n'est point un hochet pour les hommes légers et superficiels; ce n'est point une nouveauté, flatteuse pour les amants de la mode: c'est une institution sérieuse. Elle se propose pour but de créer un délassement agréable autant qu'instructif pour les classes ouvrières, une pratique attrayante pour les classes élevées; mais, avant tout, elle a une grande mission: celle d'établir une de ces liaisons mystérieuses, capables d'engendrer l'union intime des castes sociales, une sorte de culte religieux propice au rapprochement du puissant et du faible, du riche et du pauvre.

C'est qu'en effet les devoirs qui obligent les divers membres d'une société orphéonique sont complexes: ils sont moraux et matériels. Nous les résumerons tous en quelques mots. Ces corréligionnaires s'associent volontairement pour un culte commun, ils coopèrent librement à une œuvre commune; mais, réunis et resserrés par les liens d'une constitution forte, ils font découler de cette institution tous les solidaires et avantageux effets d'une bienfaisante association. C'est là le côté élevé, moral, de l'œuvre; c'est là ce qui prescrit à tous les esprits généreux et sages, la prise en considération d'un intérêt aussi grave; c'est là, enfin, ce qui nous donnera les ressources civilisatrices qu'on est en droit d'attendre d'une telle innovation.

Du reste, cette institution, promptement répandue en France, qui fonctionne aujourd'hui, non-seulement dans les grands centres, mais encore dans certaines villes des plus modestes, tend à se vulgariser de plus en plus. Chaque ville aspire, à cette heure, à l'établissement d'une société orphéonique; la ville la plus éloignée de la capitale se laisse gagner par le mouvement général: la plus petite bourgade aura bientôt son Orphéon.

II.

Ecoutez!... Entendez-vous sous les voûtes sonores d'une église prochaine, les chants religieux qui élèvent l'âme vers le Tout-Puissant! des voix harmonieuses qui mêlent leurs touchants accents à la sonorité des orgues! Hâtez-vous, âmes pieuses; approchez-vous de ces concerts célestes, capables d'exalter votre imagination et de remplir votre cœur de béatitude. Vous y verrez un spectacle simple et touchant! vous y verrez des enfants du peuple, qu'un pur dévouement rassemble, agenouillés au pied des saints autels, chantant les louanges du Seigneur!

Mais, d'un autre côté, voyez! apercevez une compagnie de jeunes hommes, marchant en ordre, revêtus de leurs insignes et précédés d'une bannière. Ils ont l'air rayonnant et ils semblent aller à l'accomplissement d'une haute mission. Aux premiers rangs se tient le chef de la compagnie; après eux, vient un concours de personnes de toutes conditions, sans doute aussi intéressées à l'œuvre! — C'est qu'en effet nous sommes en un jour de fête nationale: ils se rendent à l'hôtel de la cité, où ils vont

que pour lui, quand Dieu, comme pour la punir de cette tendresse folle, la frappa cruellement dans celui qui en était l'objet. Une catastrophe, que nous rapporterons plus tard, jeta le trouble dans l'intelligence du jeune marquis et le réduisit au plus triste des états: l'aliénation mentale.

Mères qui êtes fières de vos enfants et qui sentez vos cœurs palpiter de joie à la vue de fils brillants de jeunesse, de grâce et d'intelligence, figurez-vous le désespoir de la marquise. Elle crut d'abord qu'elle aimerait mieux avoir perdu René que le voir traîner une existence ainsi dégradée et misérable. Mais l'abbé Augustin lui fit tourner ses regards vers le ciel, et lui montra la guérison du pauvre fou dans la main de Dieu. Elle comprit alors que la mort seule est sans remède, et, appelant à son secours la force d'âme dont elle était amplement douée, elle triompha de sa douleur pour cacher à tous les yeux une infortune humiliante, mais non pas irréparable. Si René recouvrait un jour la raison, sans que le monde sût jamais qu'il en avait été privé, rien ne serait perdu, et le bonheur lui irait encore pour eux. Mais il sembla à la fière Hélène qu'elle serait morte de honte et de chagrin si son fils était devenu un objet de compassion ou de mépris.

Vicomtesse de LERCHY.

(La suite au prochain numéro.)

bientôt, de leurs voix éclatantes, faire retentir les airs de leurs chants d'allégresse, de leurs chants patriotiques. — C'est une société orphéonique : c'est une compagnie des mêmes enfants du peuple, qui vient, avec empressement, célébrer la fête du souverain de la terre !

Lecteur ami, tel est le but de l'institution ; et vous venez de voir, d'entendre la partie active de la corporation. Des enfants du peuple, animés d'une sincère ardeur pour le travail et l'étude, après avoir mis à profit les rares instants de relâche d'un rude labeur, ont pu acquérir des notions spéciales propres à orner leur esprit et à les rendre utiles. Ils s'unissent pour former une société chorale ; à eux s'adjoignent pour les fortifier, pour les seconder, de jeunes hommes de talent et de dévouement. Si leur mission est gratuite, nul ne s'en plaint, tant s'en faut : ils sont assez récompensés par la douce satisfaction d'un délassement, agréable en soi, méritoire aux yeux de leurs concitoyens.

Et qui se plaindrait de leur zèle ; qui voudrait calmer leur ardeur, ralentir leur élan ? Ne vaut-il pas mieux, au nom de leurs intérêts les plus chers, au nom du foyer, au nom de la société, donner carrière à un pareil entraînement ? — Laissez un jeune enfant, sans lisière, errer à l'aventure ; le danger l'attire, il court à l'abîme ; réglez au contraire sa marche, sans effort il dirigera ses pas vers un lieu sûr ; le péril est passé ! — Rien de plus perfide que le désœuvrement pour une jeunesse naïve ou téméraire ! L'inaction est pour elle la source de tous les vices ; et diriger ses aspirations vers un travail louable, vaut mieux que l'abandonner, sans défense, au caprice incertain de toutes les passions humaines.

Ne sentez-vous pas, d'ailleurs, qu'ils deviennent membres d'une société qui peut leur assurer les effets d'une association bienfaisante ? Dans le fond et dans la forme, de récentes et sages institutions se rapprochent et combinent leurs effets plus qu'on ne saurait penser de prime-abord ; elles se confondent toutes dans un sentiment commun : celui d'une prévoyance charitable ! L'une prodigue ses faveurs pour combattre les atteintes cruelles d'un mal physique, l'autre donne ses consolations contre les dangers, plus redoutables et plus cruels, peut-être, des maladies morales. — Mais ce n'est pas tout. Si, au milieu d'une réunion, composée d'éléments hétérogènes, on peut discerner aisément les motifs capables de stimuler le zèle commun, on reconnaît que les uns ont souri à l'espoir d'une récompense honorifique, les autres sont animés par le sentiment d'un devoir d'humanité, tous ont été attirés par le charme intime d'une coopération à une œuvre de famille. Or, les lois sacrées de la famille savent garantir à ceux de ses enfants que leur conduite recommande et que le malheur accable, une assistance libérale. — Nul ne peut méconnaître le mérite d'une semblable pensée.

Cependant, cette jeune troupe que vous admirez tout à l'heure, suivez-la de l'œil... laissez faire nos modernes troubadours ! une fois organisés en corps, ces jeunes gens, sous la direction de leur chef, ne fonctionneront pas seulement avec un merveilleux ensemble ; bientôt ils prendront leur vol et s'en iront fièrement planter leur tente au sein des grandes villes ; ils voudront faire sanctionner leur digne mérite, s'inspirer à des traditions meilleures, s'unir de corps et d'âme à de grandes solennités, des festivals immenses, qui font l'admiration de tout un peuple ! — C'est la vérité. Chaque jour, des compagnies de cette nature se rendent dans les villes lointaines, où, dans une lice ouverte, elles entrent en lutte avec des compagnies rivales. Là, un succès certain couronne les efforts de nos jeunes champions. Car, si pareils à l'hirondelle errante, ils vont rêver et fredonner une mélodie du pays dans de lointaines contrées, pareils à l'abeille butineuse, ils savent rapporter dans leurs foyers une riche moisson de doux souvenirs et d'impressions fécondes !

Chacun peut rappeler à sa mémoire la relation de ce grand concours de tous les orphéons de France au palais de Sydenham, à Londres. O merveille ! vous figurez-vous encore les principales sociétés chorales de l'Empire, quittant leur ville à jour fixe et rayonnant, au travers des provinces, au-delà des mers, vers la capitale du Royaume-Uni ? vous figurez-vous, sous les arcades diaphanes d'un splendide temple de l'art, des choristes sans nombre, pleins d'enthousiasme et enivrés de lyrisme, entonner le beau chant d'un de nos compositeurs célèbres : France ! France ! — C'était là un spectacle magique ; bien émouvant sans doute ! — à l'envisager froidement, il avait aussi une instruction profonde. Dans ces modestes jeunes hommes, il peut vous sembler voir les hardis pionniers de la civilisation, les missionnaires intrépides de cette communion des peuples de la Terre, tant vantés par les philosophes ! vous en demeurez presque convaincus, en lisant les mots inscrits sur leur bannière ; c'est leur devise : *l'Art et la Paix* !

III.

Ce n'est pas à dire que la classe éclairée et les classes aisées soient privées des avantages de cette association ; qu'elles soient dispensées des mêmes obligations dès lors qu'elles coopèrent à l'œuvre ; qu'elles soient dégagées moralement du devoir de protéger son principe.

Autrefois, redisons-le, des hommes d'élite organisaient, au sein des villes, des sociétés particulières de musique dans le but de procurer aux gens inoccupés un de ces passe-temps futiles trop familiers aux classes aristocratiques, ou de satisfaire une douce spéculation de l'esprit chez quelques rares initiés : on les nommait Sociétés philharmoniques. Ces sociétés, toutes volontaires, de plus limitées dans leurs ressources, n'étaient composées que de quelques adeptes de la science musicale, de quelques virtuoses plus disposés à charmer les loisirs d'une province reculée qu'à songer à satisfaire un besoin d'utilité générale. — Aujourd'hui ces sortes de sociétés n'existent qu'en très petit nombre ; elles ont fait place à des sociétés nouvelles, aussi puissantes par leurs moyens d'action que par l'esprit qui les anime. Celles-ci offrent, de même que celles qui ne sont plus, des jouissances pour les personnes spécialement douées, des plaisirs pour les curieux,

des facilités pour produire et stimuler les jeunes talents ; mais elles ont en outre des avantages nombreux qu'il n'était pas permis d'attendre des premières.

Les classes favorisées de la fortune peuvent participer directement ou indirectement à l'association orphéonique. Elles peuvent y participer d'une manière ostensible et d'une manière occulte. Les personnes, qui ont des notions spéciales et qui sont capables de contribuer de leur personne ; y trouvent naturellement une occasion de déployer les ressources dont la nature les a pourvues, un talent que leur travail a acquis ; mais si elles ne veulent point y prendre part individuellement, soit que l'âge ne leur permette plus de se mettre en évidence, soit que leurs moyens leur fassent défaut, elles peuvent jouir des résultats, agréables ou utiles, qui découlent de la nature de l'institution. De droit elles assistent à tous les exercices publics, concerts religieux ou profanes ; concours et fêtes, auxquels la compagnie, dûment autorisée par le conseil d'administration, est conviée.

Bien plus, les personnes du monde, étrangères à l'art, peu enclines à prendre leur part de plaisirs, pour lesquels il semble qu'une aptitude particulière soit nécessaire, en un mot peu désireuses de troubler la quiétude d'une vie tranquille et retirée, peuvent se faire les apôtres fervents de l'œuvre, l'encourager et la soutenir.

Il existe dans cette association des membres honoraires : ceux-là sont les hommes spéciaux qui, par leur mérite exceptionnel et rare, ont été jugés dignes d'être inscrits d'une manière permanente sur les tableaux de la société, qu'ils puissent, ou non, y concourir de fait. On y trouve des orphéonistes proprement dits, c'est-à-dire des adultes, choisis par une commission spéciale, parmi les jeunes gens de la ville remplissant certaines conditions d'âge et de moralité, suffisamment éclairés d'ailleurs sur les principes élémentaires de la musique. — A ces derniers, qui forment la partie brillante, la partie d'action, se joignent les associés libres, c'est-à-dire les amateurs et les artistes du monde, lesquels, se trouvant dans des conditions particulières d'aptitude, ne sont point astreints à certaines pratiques rigides du règlement. Enfin, on y compte les membres dits patrons : ce sont ceux qui protègent l'œuvre de leurs avis, de leurs encouragements, de leurs ressources.

En conséquence, les jeunes gens de toute condition, surtout des classes aisées, s'ils sont aptes, doivent être inscrits au tableau, sinon en qualité d'orphéonistes proprement dits, tout au moins en qualité d'associés libres. Ils ne doivent pas rougir de fixer, au revers de leur habit, une palme brodée d'argent, insigne de l'orphéoniste. — Une médaille militaire brille honorablement sur la poitrine de l'officier comme sur celle du soldat ! — Les personnes spéciales et graves, que le scrutin désigne pour former le conseil d'administration, doivent être fiers de remplir fidèlement leur mandat ; les fonctionnaires et les personnes du monde doivent s'insérer à l'envie comme patrons de l'œuvre.

Alors notre institution devra vivre ; mais elle vivra sûrement si, en invoquant le patronage influent des jeunes dames du monde... ces bonnes fées des œuvres saintes et généreuses... elles consentent à s'y dévouer tout entières. — Leurs doigts ont tressé souvent les emblèmes d'un entraînement passionné de l'humanité. Jadis, ils ont brodé le signe chrétien qui resplendissait sur la poitrine des croisés ; du temps de la chevalerie, ils ont brodé l'écharpe du vainqueur ! Aujourd'hui ils broderont la bannière de l'art ; elle est la flamme d'un drapeau que Dieu préfère à celui des batailles, celui de la fraternité humaine !

C***

(La suite au prochain numéro.)

Chronique locale.

L'administration a adressé des éloges et a accordé une gratification de 25 fr. au sieur Bouzou (Antoine), dit Sabatié, de Labastide-Murat, signalé comme ayant fait preuve, le 8 octobre 1861, de courage et de dévouement à l'occasion de l'inhumation du corps, presque en putréfaction, du nommé Coldéfi, qui avait succombé depuis le 5 à une attaque d'apoplexie foudroyante.

Par arrêté préfectoral du 21 octobre 1861, le sieur Boyé (Etienne), instituteur communal aux Junies, a été maintenu au poste de Beau-regard.

Un autre arrêté du même jour, charge le sieur Rey (Etienne-Frédéric) de la direction provisoire de l'école communale des Junies.

Commission d'instruction primaire du Lot. DEUXIÈME SESSION DE 1861.

La commission d'instruction primaire du département du Lot s'est réunie le 14 octobre pour l'examen des aspirants au brevet de capacité.

Sur les 41 aspirants inscrites, 9 ont été refusées après l'épreuve de la dictée.

32 ont été déclarés dignes d'obtenir le brevet de capacité.

La même commission a continué ses travaux les 17 et 18 octobre courant, pour l'examen des aspirants au brevet de capacité pour les fonctions d'instituteur primaire.

Elle avait à examiner 37 candidats ; 4 ont fait défaut à l'appel de leur nom.

32 aspirants ont pris part aux épreuves écrites ; un maître était déjà muni d'un brevet.

La dictée, qui ne présentait aucune difficulté sérieuse, a motivé l'ajournement de 8 aspirants ; c'est que, aux termes des règlements, il n'est accordé qu'un maximum de quatre fautes, et la commission n'a aucune latitude à cet égard. C'est rarement contre

les règles de la grammaire qu'on pêche, mais contre l'orthographe usuelle, bien autrement difficile.

La deuxième épreuve écrite, qui consistait à résoudre deux problèmes d'arithmétique, a révélé la faiblesse de 5 aspirants, qui ont été refusés.

La troisième épreuve, dont la rédaction était un sujet pédagogique, a donné lieu à l'élimination de 5 aspirants. La faiblesse dans un exercice aussi important est un fait regrettable, et nous devons le signaler, afin que les jeunes gens qui veulent embrasser la carrière de l'enseignement se préparent plus sérieusement à cette épreuve. Si on cherche la cause de cette infériorité, on la trouvera dans la préoccupation trop exclusive de la partie technique, de la partie matérielle de l'examen. Savoir très-bien les définitions, connaître les éléments essentiels qui entrent dans la composition d'une phrase, faire avec une certaine aisance de l'analyse grammaticale ou de l'analyse logique, c'est peut-être connaître la grammaire, mais ce n'est pas connaître la langue. Exprimer des idées justes dans un ordre convenable, les exprimer avec clarté, simplicité et correction, est plus rare, plus difficile qu'on ne pense, et cela exige du travail et de la réflexion.

La calligraphie a été généralement satisfaisante et a révélé un progrès sur les sessions précédentes.

Les 46 candidats admis aux épreuves orales ont obtenu le certificat d'aptitude.

Les sieurs Laporte, Adolphe-Eugène, élève de l'école communale de Catus ; Tilhet, Firmin, élève de l'école communale d'Aynac ; Lagarde, Jean-Baptiste, maître adjoint à l'école communale de Figeac ; Valen, Antoine, élève de la pension Doussat, à Martel ; Berger, Baptiste-Victor, frère des écoles chrétiennes, attaché à l'école communale de Cahors ; Lascroux, Césaire-Léon, élève de l'école supérieure d'Aurillac, ont subi toutes les épreuves avec une supériorité telle que la commission leur a accordé la mention très-bien.

Après les épreuves obligatoires, la commission a procédé à l'examen des candidats qui avaient demandé à être interrogés sur les matières facultatives. Le sieur Sivade, Joseph, déjà pourvu d'un brevet de capacité, a répondu d'une manière satisfaisante sur l'ensemble des matières facultatives et a été jugé digne d'obtenir le certificat d'aptitude.

La commission a accordé une mention partielle au sieur Laporte, qui venait d'être admis au brevet.

BOURSE d'externe surveillé vacante à l'école industrielle commerciale annexée au lycée de Cahors.

Le Maire de la ville de Cahors a l'honneur d'informer les habitants qu'une des bourses d'externe surveillé à l'école industrielle-commerciale, créées par le Conseil municipal en faveur des élèves qui ont suivi, avec succès, les cours de l'école primaire, est vacante au Lycée de Cahors.

Les candidats à cette bourse sont invités à se faire inscrire au secrétariat de la Mairie, avant le 1^{er} novembre prochain, et à joindre à leur demande un certificat du directeur de l'établissement dont ils ont suivi les cours.

Le Maire, CAVIOLE.

On lit dans le *Moniteur* :

Un journal a annoncé et quelques autres ont répété après lui que, par suite d'une décision récente, les jeunes soldats de la deuxième portion du contingent de la classe de 1860, envoyés dans les dépôts d'instruction le 1^{er} octobre courant, et qui devaient y rester jusqu'au 1^{er} janvier prochain, y seront maintenus jusqu'au 1^{er} mars.

Ce fait est complètement inexact ; la prétendue décision n'existe pas.

Les jeunes soldats de la deuxième portion du contingent de la classe de 1860 ne seront, comme l'ont été ceux de la classe de 1859, maintenus que pendant trois mois dans le dépôt d'instruction.

On nous affirme que les instituteurs primaires seront à l'avenir hiérarchisés et formeront trois classes, ou trois degrés. Les instituteurs de première classe toucheront 1,500 fr. ; ceux de seconde, 1,200 ; ceux de troisième, 800. Des conditions un peu dures seraient mises à l'obtention du titre d'instituteur de première classe ; mais il convient d'ajouter que ce serait des conditions de stage et non des conditions de capacité attestée par un concours.

Avant-hier au soir, vers six heures, la rue Fénelon était dans un véritable émoi. On entendait des cris perçants de femme, et la foule s'assemblait. Voici ce qui s'était passé. En tournant l'angle de la rue Impériale, près la rue Fénelon, une charrette avait heurté un jeune enfant et l'avait renversé. Sa mère, assise non loin de là sur le devant d'une porte, le voyant tomber, crut qu'il avait été écrasé et fut prise aussitôt d'une violente attaque de nerfs, accompagnée de cris affreux. On la releva ainsi que son enfant, qui, fort heureusement, n'avait reçu qu'une contusion insignifiante. Des voisins accoururent avec des lumières, et on les transporta, tous deux rue Fénelon, où est leur domicile.

Cette scène, aux approches de la nuit,

avait une physionomie presque dramatique et explique l'émotion dont avait été saisie la foule, qui grossissait à chaque instant, sans pouvoir se rendre exactement compte de ce qui avait eu lieu.

Dimanche au soir, une pluie accompagnée d'orage est tombée avec abondance sur la ville et sur presque tous les points du département. A divers endroits, elle a été torrentielle, inondant tout et provoquant de nombreux éboulements ; mais à Cahors et aux environs, la pluie n'a produit aucun dommage.

La sécheresse arrêtait le travail des cultivateurs, et en retardant les semailles habituelles d'automne, faisait craindre pour la récolte de l'année ; maintenant toutes ces craintes sont dissipées et les ensemencements sont commencés dans les meilleures conditions.

Hier soir, vers six heures, une rixe s'était engagée dans la rue du Portail-au-vent, entre le sieur F... et le sieur B..., auquel le sieur F... réclamait une petite somme qui lui était due. Le sieur B..., qui a un caractère très-violent, avait déjà frappé assez rudement son adversaire, lorsque un témoin de la rixe, le sieur Gauthier, tonnelier, s'interposa entre les deux champions pour mettre fin à la dispute. Il saisit à bras le corps le sieur B... ; celui-ci, furieux, se baissa, se saisit d'un couteau qu'il avait dans la poche de son pantalon et en porta au sieur Gauthier deux coups, dont l'un à la joue gauche et l'autre au cou.

Le sieur Gauthier fut obligé de lâcher prise ; le sang jaillissait avec abondance de ses blessures. Toutefois, le docteur Clary, appelé immédiatement, a déclaré qu'elles n'étaient pas d'une nature très-grave.

Le sieur B... a été arrêté et écroué à la maison d'arrêt.

L'huile de schiste est extrêmement inflammable et exige des précautions comme le gaz. Dimanche soir, un commis de magasin de nouveautés, en versant du schiste dans sa lampe, approcha trop près la bougie qui l'éclairait pendant cette opération, et le liquide s'enflamma. Effrayé, le jeune S... sortait du magasin sans songer à prendre la lampe. Heureusement, le nommé M... accourut aussitôt et transporta la lampe dans une cour voisine. Sans sa présence d'esprit, on aurait eu à déplorer de graves accidents.

Encore un accident dû aux allumettes chimiques. Hier matin, une petite fille de quatre ans, laissée seule dans une chambre et couchée, se leva et alla prendre des allumettes dans une boîte. En jouant avec elles, elle mit le feu aux draps de lit. Il se communiqua à sa chemise, l'enfant alors poussa des cris ; des voisins accoururent et parvinrent à éteindre la flamme qui brûlait. Mais la pauvre petite n'en est pas moins restée avec des brûlures assez graves.

La commune d'Albas a été mise, ces jours derniers, en profond émoi. Deux riches propriétaires du lieu de la Rivière-basse avaient trouvé, sous la porte d'entrée de leurs maisons, un billet annonçant l'incendie de leur habitation, à l'un pour le 22 octobre, à six heures du matin, à l'autre pour le 25, à trois heures du matin.

La gendarmerie et M. le commissaire de police de Luzzech, avertis du fait, parcoururent pendant toute la journée du 21, les campagnes avoisinantes, pour tâcher de découvrir quelques mendiants à figure sinistre qu'on avait vus les jours précédents et que la rumeur publique désignait comme auteurs présumés des billets en question. Ils ne purent rien découvrir et ils rentrèrent le 21 au soir à la Rivière-basse où ils passèrent la nuit du 21 au 22. — D'un autre côté, les habitants d'Albas ne restaient pas inactifs. Ils organisèrent une patrouille d'une trentaine d'hommes qui parcourut pendant toute la nuit les rues d'Albas et des divers villages de la commune. Rien n'a été aperçu et la menace d'incendie n'a pas eu son effet. En sera-t-il de même de l'incendie annoncé pour le 25 ? On doit le supposer, car si réellement les billets ne sont pas d'un mauvais plaisant, les mesures de surveillance qui ont été prises auront effrayé les incendiaires. Quoiqu'il en soit, les esprits à Albas sont dans un état de surexcitation qui ne paraît pas devoir se calmer encore.

On nous écrit de Montcuq :

Le 20 au soir, une pluie torrentielle est tombée sur la commune de St.-Laurent, où elle a occasionné des dégâts considérables. Les champs et les prés sont ravins ou ensablés.

En un instant la plaine a été transformée en un vaste lac.

Le 21, M. le commissaire de police de Montcuq fut informé, par la population effrayée, qu'un chien enragé parcourait la campagne. Aussitôt ce fonctionnaire s'arma d'un fusil, se fit accompagner de deux adroits chasseurs et se mit avec eux à la recherche de l'animal dangereux. Ils l'aperçurent enfin au milieu d'un champ. A leur approche le chien prit la fuite, mais il tomba bientôt atteint de plusieurs balles.

TRAITEMENT DE LA LÉGIION D'HONNEUR ET DE LA MÉDAILLE MILITAIRE.

MM. les Notaires qui auraient besoin de formules de certificats de vie, peuvent se les procurer dans les bureaux de la Recette générale.

CAISSE D'ÉPARGNE DE CAHORS.

Séance du 20 octobre 1861.

15 Versements dont 4 nouveaux... 2,672 »
4 Rembours dont 1 pour solde... 875 31

TAXE DE LA VIANDE. — 5 août 1861.

Bœuf: 1^{re} catégorie, 1^{er} 05^c; 2^e catégorie, 95^c.
Taureau ou Vache: 1^{re} catég., 85^c; 2^e catég., 75^c.
Veau: 1^{re} catégorie, 1^{er} 20^c; 2^e catégorie, 1^{er} 10^c.
Mouton: 1^{re} catégorie, 1^{er} 15^c; 2^e catégorie 1^{er} 05^c.

TAXE DU PAIN. — 9 octobre 1861.

1^{re} qualité 42 c., 2^e qualité 38 c., 3^e qualité 35 c.
Pour la Chronique locale: LAYTOU.

Nouvelles Étrangères

COURONNEMENT DU ROI DE PRUSSE.

Königsberg, 18 octobre.

L'éclat déployé dans le cortège du couronnement dépasse toute description.

Après que la cérémonie du couronnement eut été accomplie dans l'église du château, le cortège se rendit à midi à la salle du Trône, où des allocutions furent adressées au roi par le cardinal Geissel, au nom du clergé catholique, et par le prince Solms-Lych, au nom des anciens seigneurs immédiats.

Le roi se rendit alors sur le grand escalier extérieur de la cour du château, et, entouré de toute la cour, des ministres, des témoins invités, il y entendit les allocutions des présidents des deux Chambres et du comte Dohna Lanek, parlant au nom des témoins des Etats provinciaux.

Le roi dit ensuite: « Par la grâce de Dieu, les rois de Prusse portent depuis cent soixante ans la couronne. Je suis le premier roi qui soit monté sur le trône depuis qu'il a été entouré d'institutions conformes à l'esprit du temps. Mais, me rappelant que la couronne ne vient que de Dieu, j'ai rendu témoignage, en me faisant couronner dans un saint lieu, que je l'ai reçue avec humilité de ses mains.

« Les prières de mon peuple, je le sais, m'ont entouré dans cet acte solennel pour que la bénédiction du Tout-Puissant s'étende sur mon gouvernement. L'amour et l'attachement qui m'ont été témoignés depuis mon avènement et dont le moment actuel ne forme que la constatation solennelle, me sont garants que, dans toutes les circonstances, je pourrai compter sur la fidélité, le dévouement et les sacrifices de mon peuple.

« Plein de confiance en ces sentiments, j'ai pu dispenser mon peuple fidèle de l'ancien serment traditionnel de foi et hommage et de fidélité. Les preuves bienfaisantes de cet amour et de cet attachement qui m'ont été données dernièrement, dans une circonstance fatale, ont confirmé cette confiance.

« Que la Providence divine veuille conserver longtemps à notre chère patrie les bénédictions de la paix! Ma brave armée la protégera contre les dangers extérieurs. La Prusse sera préservée de dangers intérieurs, car le trône de ses rois restera inébranlable dans sa puissance et dans ses droits, si l'union entre le roi et le peuple, qui a fait la grandeur de la Prusse, subsiste.

« Placés sur la voie du droit juré, nous pourrons

résister ainsi aux dangers d'un temps agité, à toutes les tempêtes qui peuvent s'élever.

« Telle est la volonté de Dieu! »
Ensuite le ministre lut l'ordonnance fondant un grand-croix de l'Aigle-Rouge, un ordre de la Couronne et une extension de l'ordre de Hohenzollern; puis un décret d'amnistie, et d'autres conférant des titres et des décorations. Le roi, au milieu des acclamations d'une foule innombrable, retourna ensuite au château, après avoir incliné trois fois le sceptre.

ITALIE.

La lumière se fait sur la déplorable erreur commise par la justice romaine au sujet du meurtrier du gendarme pontifical. On sait que Locatelli, arrêté, jugé et mis à mort comme l'auteur du meurtre, a protesté jusqu'au dernier moment de son innocence. En outre, des témoins oculaires ont déclaré plus tard que ce n'était pas Locatelli, mais Jacques Castrucci qui avait tué le gendarme. Castrucci s'était accusé lui-même et s'était constitué prisonnier à Florence. Mais le gouvernement romain s'étant mis en quête de preuves tendant à décharger Castrucci pour maintenir la culpabilité de Locatelli, déjà condamné et exécuté, avait trouvé une lettre adressée par Castrucci à sa mère, lettre dans laquelle celui-ci démentait énergiquement toute participation au meurtre du gendarme. En publiant cette lettre, l'Observateur romain accusa Castrucci d'avoir voulu, en se faisant passer pour le coupable, jeter l'opprobre sur le gouvernement clérical et accusait son avenu d'imposture.

Castrucci vient d'être remis en liberté. Son premier soin a été de faire connaître la vérité sur le fait de la lettre écrite à sa mère et de se disculper ainsi d'avoir trempé dans une intrigue, d'avoir menti et de s'être vendu aux ennemis de la cour de Rome. Il déclare, dans une lettre adressée au procureur du roi à Florence, que la lettre à sa mère, saisie par la police romaine, était accompagnée d'une autre lettre adressée à sa sœur; que cette dernière détruisait complètement l'assertion de la première et expliquait suffisamment le motif qui l'avait inspirée. Cependant, la police romaine n'a publié que la lettre de Castrucci à sa mère.

Dans celle qu'il écrivait à sa sœur Angelina, nous lisons en effet la déclaration suivante:

« Ayant appris que Locatelli pouvait être exécuté comme auteur du meurtre du gendarme Velluti, je me suis vu forcé de me remettre entre les mains de la justice d'ici, parce que ce n'est pas Locatelli, mais bien moi qui, pour défendre ma vie, ai frappé et tué le gendarme furieux. »

Un peu plus bas on lit: « Comme ma mère aura appris la condamnation à mort de Locatelli, elle pourrait croire que j'ai été condamné à mort ici, et se livrer au désespoir. Faites donc tous en sorte qu'elle ne sache rien, qu'elle ne lise aucun journal, et tâchez de lui persuader que la lettre que je lui ai écrite contient la vérité, que les bruits qui courent à Rome ne sont que des bruits sans fondement. »

Cette lettre de Castrucci à sa sœur Angelina établit d'une façon péremptoire la culpabilité de celui qui l'a écrite et l'innocence du malheureux Locatelli. E. VIERNE

Turin, 19 octobre. — On annonce comme imminente la publication d'une brochure intitulée: *La Curie romaine et les Jésuites*; elle est attribuée au cardinal d'Andréa, ainsi qu'au prélat Liverani et au chanoine Reali. Elle est éditée par Barbara, à Florence.

POLOGNE.

Tout le royaume vient d'être mis en état de siège. La mesure était résolue depuis quelque temps déjà, et on n'attendait que le moment favorable. La manifestation d'Horodlo, les funérailles de l'archevêque à Varsovie, et les services funèbres annoncés pour célébrer l'anniversaire de la mort de Kosciusko, en ont déterminé la mise à exécution. Nous nous y attendions; et nous en avons appris la nouvelle sans effroi, comme sans surprise.

Le général Lambert vient, sur la demande du marquis Wielopolski, d'enlever la censure à la direction des cultes, et de la confier au directeur des postes, M. Masson, conseiller d'Etat et ancien directeur de la police secrète.

Le journal officiel publie un ordre du gouverneur militaire de Varsovie annonçant qu'à l'avenir les agents de police seront assimilés aux soldats en service, et que quiconque insultera un agent, ou lui résistera, passera devant un conseil de guerre. Cet ordre semble présager un changement de système; depuis quelque temps la police se tenait à l'écart. (Patrie)

TURQUIE.

Il serait difficile de donner une idée de désordre qui règne ici dans les affaires du gouvernement. On peut dire que le sort du pays est désormais livré au hasard.

A la Sublime-Porte, on s'est vivement ému des appréciations émises sur la Turquie par les journaux français que nous avons apportés le dernier courrier de Marseille, et pourtant ces appréciations sont encore au dehors de la vérité. Il ne faut pas beaucoup d'efforts pour voir que la crise qui pèse sur ce malheureux pays fait tous les jours de plus grands progrès et que nous marchons vers une catastrophe imminente.

EGYPTE.

Les nouvelles d'Egypte sont désolantes. Plus de cinquante villages ont été détruits par l'inondation du Nil. Le chemin est bouleversé, le télégraphe entre Alexandrie et Corfou est interrompu. Les palais d'Ismaïl et Mustapha-Pacha à Alexandrie ont été détruits. Les dommages de cette ville s'élèvent à deux millions de thalers. Le vice-roi a contracté un emprunt de douze millions de thalers avec les banquiers de Francfort.

Pour extrait: A. LAYTOU.

Paris.

23 octobre.

Le ministre de la guerre a décidé que, dorénavant, la durée des cours de l'école de Saumur serait réduite à une année. L'enseignement est augmenté d'un cours d'art militaire appliqué à l'arme de la cavalerie.

L'abbé Bonaparte, qui se trouvait à Rome depuis déjà quelques temps, a, dit-on, été mandé à Paris par l'Empereur.

Le prince Napoléon partira lundi ou mardi pour la Suisse afin d'y visiter la propriété qu'il y possède.

M. le vicomte d'Anchal, directeur général du Pays, journal de l'Empire, vient d'appeler, à la rédaction en chef de ce journal, M. Grandguillot, ancien rédacteur en chef du *Constitutionnel*. — M. Paulin Limayrac passe au *Constitutionnel*.

La Banque de France va changer la couleur de ses billets de cent francs, afin de supprimer les billets faux qui seraient en circulation.

On vient de mettre en vente, au prix d'un million, l'hôtel de M. Mirès, rue Richelieu, où se trouve le siège du *Journal des Chemins de fer*.

Un premier avertissement vient d'être donné au *Courrier des Alpes*, dans la personne de M. Morat, son gérant, et de M. Ponchet, signataire de l'article.

Un communiqué adressé à la *Gazette de France* dément qu'il ait des discussions entre MM. Thouvenel et de Persigny; aucune dissidence n'existe entr'eux.

Le *Journal de Rennes* vient de recevoir un premier avertissement dans la personne de M. Guillé, gérant de la feuille, et celle de M. P.-S. Vert, signataire de l'article.

L'Union (du Var) a été saisie à la poste par M. le commissaire de police.

On a reçu la dépêche privée suivante de Bessèges, 20 octobre, midi:

« La situation est toujours la même; les travaux sont continués avec activité. Il faut encore soixante heures de travail d'épuisement qui permette de pénétrer dans les galeries.

L'arrivée des Orphéonistes à Paris n'a pas tardé à exciter l'émulation des sociétés chorales de la capitale qui ont adopté la méthode Chevé.

Pendant que les chanteurs des départements étaient rassemblés au palais des Champs-Élysées, les chanteurs Chevé avaient organisé une matinée musicale au cirque Napoléon. Ils ont leurs partisans, leurs admirateurs, aussi ne faut-il pas s'étonner s'il y avait également foule à leurs exercices. Ces lutes sont intéressantes et on ne saurait trop les encourager.

Pour extrait: LAYTOU.

M. Paul DELMAS, d'Ussel, prévient le public qu'il ne paie pas les dettes de sa femme.

MERCURIALE GÉNÉRALE DU DÉPARTEMENT,

DE LA 1^{re} QUINZAINE D'OCTOBRE.

	Hectolitre.	le quintal métrique.
Froment...	27 86	35 ^f 63
Méteil.....	21 79	29 96
Seigle.....	22 26	31 06
Orge.....	22 »	26 66
Sarrasin...	18 75	30 24
Mais.....	15 75	22 32
Avoine.....	10 75	24 99
Haricots...	25 »	31 40

PAIN (prix moyen).

1^{re} qualité, 0^f 43; 2^e qualité, 0^f 39; 3^e qualité, 0^f 35.

VIANDE (prix moyen).

Bœuf 1^{er} 40; Vache 0^f 70; Veau 1^{er} 41; Mouton, 1^{er} 44 c. Porc, 1^{er} 25.

Mercuriale des marchés aux bestiaux pour la 1^{re} quinzaine d'octobre.

	Amenés.	Vendus.	Poids moyen.	Prix moyen du kilog.
Bœufs.....	44	44	578 k.	0 ^f 60
Veaux.....	94	94	83 k.	0 ^f 68
Moutons.....	311	311	32 k.	0 ^f 53
Porcs.....	48	48	125 k.	0 ^f 85

VILLE DE CAHORS

Marché aux grains. — Mercredi, 19 octobre.

	Hectolitres exposés en vente.	Hectolitres vendus.	PRIX moyen de l'hectolitre.	POIDS moyen de l'hectolitre.
Froment..	386	30	27 ^f 85	78 k. 240
Mais.....	85	33	13 ^f 23	»

BULLETIN FINANCIER.

BOURSE DE PARIS.

21 octobre 1861.

	Au comptant:	Dernier cours.	Hausse.	Baisse.
3 pour 100	68 15	» 20	»	»
4 1/2 pour cent	96	» 05	»	»
Banque de France	2910	»	»	»
Obligations du Trésor ..	445 50	»	»	»
22 octobre.				
Au comptant:				
3 pour 100	67 95	»	»	20
4 1/2 pour 100	95 90	»	»	10
Banque de France	2905	»	»	5
Obligations du Trésor ..	445	»	»	50
23 octobre.				
Au comptant:				
3 pour 100	67 95	»	»	»
4 1/2 pour 100	96	»	»	10
Banque de France	2915	»	»	»
Obligations du Trésor ..	447 50	2 50	»	»

ÉTAT CIVIL DE LA VILLE DE CAHORS

Naissances.

19 octobre. Simonis (Antoine).
20 — Calvet (Pierre).
21 — Bosc (Antoinette-Ursule).
21 — Bessières (Baptiste).

Décès.

19 octobre. Coudere (Louis), 2 mois.
21 — Sol (Jeanne), veuve Carriol, 73 ans.
21 — Pezet (Marie), veuve Laparra, 85 ans, (hospice).
21 — Laytou (Guillaume), 34 mois.
23 — Génies (Cécile), veuve Brugade, 84 ans.
23 — Gachis (Jean), ancien militaire, 73 ans.
23 — Aunac (Jean-Pierre), 22 mois.

Pour tous les articles et extraits non signés: A. LAYTOU.

A LA VILLE DE CAHORS
HABILLEMENTS
CONFECTIONNÉS

SABRIÉ, TAILLEUR

a l'honneur de prévenir qu'arrivant de Paris, où il a fait de grands achats d'habillements confectionnés pour homme et pour enfant, il a traité avec les premières Maisons de la Capitale, pour le dépôt de leurs produits, tels que Pantalons, gilets, Paletots, Habits, Redingotes, Blouses, Caoutchoucs, etc, etc.

Ses Magasins sont situés rue de la Mairie, 6, à l'entre-sol.

BRASSERIE CENTRALE
MAGDELAIN, à Cahors.

BIÈRE BLANCHE

De toutes les Boissons en usage, la Bière est sans contredit une des plus hygiéniques. La médecine la prescrit souvent comme étant très salubre. Mais la préparation de la Bière demande autant de soin que d'intelligence. Celle de M. Magdelain se recommande au Public par ses qualités réellement supérieures. — Sa Bière blanche surtout, qu'on ne connaissait pas encore à Cahors, est aussi rafraichissante que tonique. Pendant l'été elle est préférable à la Bière brune. Les véritables connaisseurs la recherchent. — Nous ne saurions trop engager les consommateurs à l'adopter et à en propager l'usage dans notre département. C'est une boisson tonique délicieuse à la fois.

POUR VENDRE BEAUCOUP, VENDRE BON ET BON MARCHÉ
Aux Fabriques de France
MAISON GREIL

A PARIS, PLACE DES VICTOIRES.

A CAHORS, sur les Boulevards, Maison Cournou, à l'angle de la rue Fénélon.

HABILLEMENTS TOUS FAITS

ET SUR MESURE

Formes élégantes et gracieuses, étoffes de la plus grande fraîcheur et de la plus haute nouveauté, confection d'un fini parfait, modicité de prix surprenante.

TABLEAU DES DISTANCES
De chaque Commune du Département du Lot aux chefs-lieux du Canton, de l'Arrondissement et du Département, dressé en exécution de l'article 93 du règlement du 18 juin 1811.
PRIX: 1 FRANC.

Le sieur FERANDO a l'honneur de prévenir le public qu'il vient de mettre en exploitation la belle Briqueterie de la veuve Alazard, renommée par la bonne qualité de ses produits.

Comme par le passé, cette briqueterie s'efforcera de fournir une qualité de tuiles supérieure à ce qu'on peut trouver de bon à Cahors et aux mêmes prix que chez les autres fabricants.

Un four à chaux est joint à la briqueterie, et la qualité de cette marchandise est assez connue en ville, pour n'avoir pas ici à la faire ressortir.

M. FERANDO continue toujours son commerce de charbon en gros et en détail.

Le propriétaire-gérant: A. LAYTOU